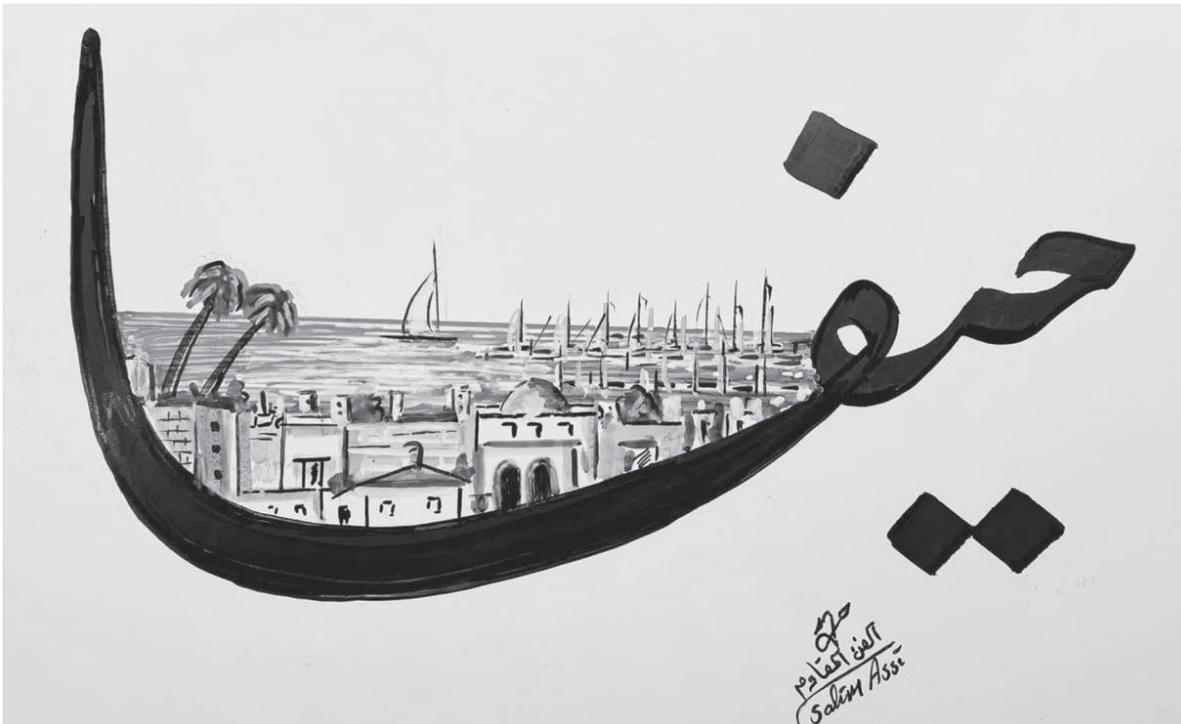


ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



«Haïfa», ville de Palestine occupée, Salim Assi, «Art de résistance»

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

PALESTINE/AGRICULTURE

L'acharnement contre la paysannerie palestinienne

Des extraits* d'un long entretien mené en octobre dernier avec trois Palestiniens de passage en France pour la rencontre «Sème ta résistance» organisée par le Réseau Semences Paysannes. Ils sont originaires de la région de Ramallah en Cisjordanie et membres du Forum palestinien de l'agroécologie.

Lina Ismail travaille à sensibiliser à l'agroécologie et à l'autonomie alimentaire, Saad Dagher, membre fondateur du Forum, tient une ferme où il produit des légumes et des olives, et est actif à Ramallah dans le domaine de la formation et du conseil pour l'agriculture, l'environnement et l'eau, Mohammad Khoueira, paysan et éleveur, anime aussi des ateliers sur l'agroécologie.

Quelle était la situation de l'agriculture en Cisjordanie quand vous avez commencé à mettre en place vos idées d'agroécologie?

Notre agriculture est passée d'un mode traditionnel à un mode chimique de monoculture, utilisant des semences industrielles. Quand Israël a occupé la Cisjordanie, il a introduit ces méthodes et essayé de convaincre les agriculteur/trices de les adopter. Avec l'occupation, c'est notre agriculture et la façon de produire

l'alimentation qui ont changé. Après sont arrivés des organismes étrangers qui prétendaient développer l'agriculture, plus particulièrement après les accords d'Oslo, afin d'aider au processus de développement économique de la Palestine. Ils ne se sont pas attachés à l'idée que les Palestiniens puissent produire pour la population locale, mais plutôt qu'on puisse s'appuyer sur la technologie, produire de la nourriture comme marchandise à exporter, de manière à ce que notre dépendance perdure. En plus, du fait que nous n'avons pas de maîtrise sur nos frontières, nous ne savons pas forcément ce qui est importé: la provenance des graines, s'il y a des OGM, mais nous savons qu'il entre beaucoup de pesticides et d'engrais, de manière légale ou non, dont une grande partie est interdite dans les pays européens qui les fabriquent. Ils sont utilisés chez nous.

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous espérons que vous avez passé de bonnes fêtes et que vous avez fait le plein d'énergie pour la nouvelle année!

Le mois dernier, beaucoup de choses ont changé au niveau politique, notamment en Syrie. C'est pourquoi ce numéro met l'accent sur le Proche-Orient et s'est un peu allongé. Deux longues interviews qui donnent un aperçu de la situation au Liban et en Cisjordanie ainsi qu'une analyse de la situation en Syrie. En outre, toujours en Europe, un article sur la Roumanie après les élections, et sur la France, où les gouvernements se suivent et se ressemblent, ou pire ...

Malgré tout, il y a quelques raisons de se réjouir: Bachar le boucher est tombé, Maksym Butkevych, notre ami ukrainien, a été libéré des geôles russes et Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd a lui aussi retrouvé la liberté...

Nous nous réjouissons que vous continuiez à lire Archipel, nous attendons avec impatience vos réactions et vous souhaitons une bonne année !

L'équipe d'Archipel

Quelles sont les activités principales de votre forum? Qu'est-ce que vous mettez en place comme alternative dans le domaine agricole?

Nous considérons que l'agroécologie est l'un des moyens qui limitent notre dépendance à l'occupation. Parce qu'en agroécologie, la production s'appuie sur des intrants produits

localement. Toutes les matières requises sont locales. Nous considérons que c'est l'outil qui nous permettra d'atteindre la souveraineté alimentaire. Notre objectif est de diffuser chez les gens une agroécologie qui s'appuie sur les semences locales paysannes, pour ne pas avoir à en importer qui viennent de l'occupant. Les semences locales sont adaptées aux conditions locales, en particulier avec le changement climatique en cours. Elles n'ont pas besoin d'intrants chimiques comme les semences génétiquement modifiées ou hybrides. En même temps, du fait qu'on produit de la nourriture sans produits chimiques, sans poisons, cette production est saine pour les gens et réduit aussi la dépendance aux médicaments, dont une grande partie est importée.

La situation était très difficile depuis des décennies, pour la population en Cisjordanie et notamment pour les agriculteur/trices. Depuis le 7 octobre, il y a eu une grande accélération et la répression est devenue beaucoup plus féroce. Il y a eu beaucoup d'attaques et beaucoup de morts. Quelle forme cela a pris pour vous en tant qu'agriculteur/trices?

Ce matin (le 12 octobre 2024) il y a eu une agression contre des agriculteur/trices palestinien·nes dans des villages du nord-est de la ville de Ramallah. Iels ont été battu·es, chassé·es et empêché·es de cueillir les olives. Les colons sont venus avec des armes, et bien sûr l'armée les protégeait. Hier la même chose s'est passée dans le village de Rantis. Avant-hier, c'était à al-Lubban al-Gharbi. Il y a eu des blessé·es, des bras cassés, une tête fracassée. Ça se passe aujourd'hui. C'est la mise en pratique des appels des leaders des colons de Cisjordanie, qui ont déclaré il y a environ un mois que cette année, la saison des olives sera la saison du sang.

Et il y a nombre d'autres problèmes. Parmi les principaux, le contrôle total de l'eau exercé par les colons. Toute l'eau de Cisjordanie est censée être à la disposition des Palestinien·nes, mais les colonies en prennent 85%, y compris l'eau potable. Certaines régions n'ont de l'eau qu'une fois tous les deux ou trois mois, en particulier dans le Sud. Le prix du mètre cube flambe.

Nous avons entendu parler d'une grande augmentation du nombre d'expropriations de terres, de destructions et de harcèlement.

Il y a d'autres problèmes qui malheureusement sont occultés par la guerre à Gaza et au Liban. En ce moment des Palestinien·nes sont chassé·es de leurs localités, de leur terre, de leurs villages. Jusqu'ici, on compte 39 localités dans ce cas. C'est le début de l'opération d'expulsion dite «le transfert». Dans un premier temps, iels ont pris le contrôle des terres et de vastes surfaces, notamment dans la zone d'al-Aghouar en Cisjordanie. Pour nous, iels sont en train de faire des essais pour une grande opération d'expulsion dans laquelle les Palestinien·nes seront déplacé·es de Palestine en Jordanie.

La deuxième chose qui a pris de l'ampleur ces deux derniers mois, ce sont les démolitions

de maisons. Il y a aussi les barrages, plus de 700 barrages militaires qui entravent la circulation des légumes et des fruits, des biens de consommation. Les légumes peuvent être produits dans la région de Jénine et doivent être vendus à Ramallah. Parfois, un trajet qui devrait prendre une heure prend cinq, six, huit heures. De grandes zones dans le nord de la Cisjordanie, proches du mur de l'apartheid, ont été détruites au bulldozer: les serres à légumes ont été arrachées, les pépinières d'oliviers détruites. Il y a plus d'un demi million de plants d'olivier qui ont été détruits. Ils auraient dû être plantés cet hiver.

Le mois dernier, en particulier dans le sud de la Cisjordanie, dans la région d'Hébron et de Bethléem, non seulement les maisons ont été détruites, mais aussi les puits qui servent de réserves d'eau de pluie. C'est une partie de la guerre contre les Palestinien·nes par le biais de leur alimentation, de la destruction de leur capacité à produire de la nourriture.

Et puis des nouveautés. Pour la première fois à cette saison, nous avons dû importer des tomates. C'est une décision de l'Autorité palestinienne. Car la tomate à cette saison de l'année est produite dans la région d'al-Aghouar, à l'est de la Cisjordanie. Or actuellement, la majeure partie de cette zone est sous contrôle militaire ou fermée, et les agriculteur/trices ne peuvent plus planter leurs tomates.

Nombre de Palestinien·nes d'origine rurale, mais qui vivent et travaillent à la ville, vont pour la saison cueillir les olives et les presser. Ensuite iels ramènent l'huile à la ville. Ce qui arrive couramment, c'est que lors de leur retour vers la ville avec les bidons d'huile, aux barrages militaires les soldats repèrent l'huile et la déversent par terre. On attend l'huile durant un an, et en un instant iels la jettent.

Il y a un mouvement dénommé «Jeunes des collines» qui vous pose beaucoup de problèmes...

Les premiers appels à créer ces groupes, «Jeunes des collines», ont été lancés en 1998 par Ariel Sharon, qui était à l'époque ministre israélien de la Guerre. L'objectif était d'occuper les sommets des collines. Nous voyons ces dernières années les résultats de cette politique. Un groupe, ou une seule personne, avec des vaches ou des moutons, occupe un sommet, mais contrôle toute la zone qui l'entoure. La personne est armée et protégée par les militaires. Elle va empêcher les propriétaires palestinien·nes d'approcher de leurs terres, de cueillir les olives, de cultiver ou de faire quoi que ce soit. Même si quelqu'un·e a des moutons qu'iel veut faire paître dans la zone, ce colon l'en empêche. Il y a quelques mois, un berger de la région de Ramallah allait vers sa terre. Ils l'ont battu, brisé.

Deux ou trois jours avant que je vienne ici en France, un «Jeune des collines» a pris le contrôle d'un sommet. Nous y sommes allé·es en tant que villageois·es pour protester, car cette terre doit rester à ses propriétaires, aux Palestinien·nes. Quand nous sommes arrivé·es, des civils désarmés, le colon nous a vus et est

descendu avec son arme, accompagné d'un groupe de colons qu'il avait appelé en renfort sur son portable. En quelques minutes, l'armée était là. Elle nous a encerclés et a commencé à tirer des grenades lacrymogènes et assourdissantes. Il a fallu qu'on parte pour ne pas respirer le gaz. Il était impossible de rester sur place.

Depuis les colonies sur les sommets, iels commencent à prendre le contrôle des terres de la vallée, les terres agricoles dans les plaines. Iels commencent par empêcher leurs propriétaires de les cultiver, de les planter, puis au bout de quatre ou cinq ans de non-plantation iels commencent à planter eux-mêmes.

Il est connu que les Palestinien·nes ont cherché à planter beaucoup d'arbres sur des collines et sur des terres parce que ça rend plus difficile la confiscation par les Israélien·nes. Il semble que ces derniers ont trouvé des méthodes pour s'opposer à cela.

Au début des années 1970, il y a eu un mouvement initié par des étudiant·es de l'université cisjordanienne de Birzeit. Il avait créé les Comités d'action volontaire, pour aller planter dans les zones menacées d'être confisquées. En réponse, l'occupant s'est mis à lâcher des gazelles dans les montagnes. Il y a toujours eu des gazelles, mais les colons les ont multipliées, en particulier les gazelles à cornes. L'été, les gazelles ont une activité spécifique, hormonale. Elles ont besoin de gratter l'espace entre leurs deux cornes. Elles utilisent les petits plants d'olivier pour s'y frotter, elles les blessent. Les arbres perdent leur écorce et meurent. Mais en Palestine, environ 85% des Palestinien·nes sont musulman·es et 15% chrétien·nes. Les musulman·es mangent de la gazelle. Les chrétiens aussi. Et donc tout le monde s'est mis à la chasse à la gazelle. Et le plan de l'occupant de destruction des oliviers par les gazelles a échoué.

Alors, il y a trente ans, iels ont introduit des sangliers. Une majorité d'entre nous, en tant que musulman·es, ne mange pas de sanglier. Et si la gazelle procréée une fois par an et donne naissance à un ou deux petits, le sanglier a entre 10 et 15 petits par portée. Il se reproduit très vite, personne ne le chasse, et il n'a pas de prédateur naturel. Ils détruisaient tout, et les agriculteur/trices ont arrêté de planter. Quasiment toute production de blé s'est arrêtée dans les zones à sangliers. Et quand les agriculteur/trices ont arrêté de cultiver, l'occupant en a fait un prétexte pour confisquer ces terres. Ils ont ressorti des lois ottomanes qui disent que si une terre n'est pas exploitée pendant 3 à 10 ans, elle devient propriété d'État. Ainsi les confiscations ont augmenté. Et il y a eu un grand déficit dans la production de nourriture. Le sanglier n'avait jamais été présent dans notre région. Des gens ont filmé des camions de l'armée israélienne qui venaient lâcher des sangliers. Et plus encore après la construction du mur, après 2000.

Voilà les deux principaux problèmes qui menacent le secteur agricole, les colons de la «Jeunesse des collines» et les sangliers.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Janvier 2025 - Nr. 343 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

Curieusement, les Israélien·nes sont tout à coup très intéressés par les ânes pour lesquels iels sont prêt·es à payer un prix très fort.

Nous observons depuis deux ans que des Israélien·nes achètent des ânes à des prix élevés, quel que soit l'état de l'âne, malade ou pas. Le nombre d'ânes dans les villages a beaucoup diminué. Les paysan·nes les utilisaient pour le travail, pour accéder à leurs terres qui sont montagneuses, sans routes d'accès. Aujourd'hui on peut aller dans un village avec 3000 habitant·es, et ne trouver que dix maisons où il y a un âne. Le prix des ânes a augmenté. L'âne qui coûtait environ 50 euros, vaut aujourd'hui 250, 300 euros, même 500 euros.

Encore bien plus grave pour vous, c'est la nouvelle que les colons, qui étaient déjà bien armés, ont récemment reçu encore plus d'armes. Vous avez de grandes inquiétudes sur ce que cela pourra amener par la suite.

Ces dix derniers mois, les colons en Cisjordanie ont reçu encore plus d'armes. Il y a aujourd'hui environ 850.000 colons, dont 180.000 portent officiellement une arme, c'est-à-dire environ le quart. Iels ont fêté cette distribution d'armes. On voit de nombreuses vidéos des entraînements qu'iels reçoivent de la part de spécialistes. Nous pensons que c'est une préparation d'attaques sur les villages et villes palestiniennes, comme en 1948.

Pour conclure, comment voyez-vous la question de la solidarité et du soutien de personnes en Europe?

En premier lieu, chaque personne se doit de se tenir informée de ce qui se passe dans la région. Nous considérons aussi que chacun·e porte la responsabilité de faire pression sur son gouvernement, d'une manière ou d'une autre, pour que s'arrête la collaboration avec l'occupant.

Nous savons que les gouvernements en Europe et aux États-unis, *a minima*, soutiennent en fournissant des armes, ou de l'alimentation, d'autres du pétrole. Il y a aussi ceux qui restent neutres. Nous les considérons comme complices, ceux qui ne disent rien du génocide en cours en Palestine. Donc sachez la vérité, diffusez-la, et faites pression sur vos gouvernements pour qu'ils fassent quelque chose et que cela cesse. Nous, dans la région, Palestiniennes et Libanais·es, sommes actuellement en première ligne pour nous défendre, pour faire face à une agression coloniale. Les effets négatifs de cette agression se répercutent également sur les peuples des pays occidentaux. Au lieu de soutenir militairement et financièrement cette entité colonisatrice et raciste, les gouvernements occidentaux devraient assurer que cet argent soit consacré au bien-être de leur propre population. La situation serait certainement différente. Qui parmi la population française sait combien d'argent est dépensé pour cette entité? Sous forme d'armes ou de soutien financier ou en alimentation? Personne. Nous demandons à savoir ce qui est offert en soutien à cette entité. Et ce soutien, le peuple français devrait en bénéficier plutôt qu'il n'aille là-bas.

Interview Nicholas Bell
Radio Zinzine

* Le texte complet de cet entretien est disponible sur le site du FCE: <forumcivique.org>. Lien vers l'émission sur Radio Zinzine: <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9760>

La tentation de Mars, Guerre et paix au 21^e siècle

Ancien ministre de la culture au Liban, diplomate et universitaire spécialisé sur les relations internationales, Ghassan Salamé a eu des responsabilités aux Nations Unies, notamment en Irak et en Libye où il fut médiateur dans des conditions très difficiles. Nous avons profité de son passage à Marseille lors des nouvelles rencontres d'Averroès pour l'interroger sur l'actualité et son dernier livre: *La tentation de Mars, Guerre et paix au 21^e siècle*, où il s'interroge sur la dérégulation de la force depuis la fin de la guerre froide, en dépit des espoirs que cette période charnière avait soulevés.

Comment voyez-vous l'évolution de la situation au Liban?

Bien sûr, au Liban on est mieux équipé que sur Gaza. Sur Gaza, il n'y a pas de cadre juridique auquel on peut se référer; les Israélien·nes n'expriment jamais ce qu'iels comptent faire de la population; il n'y a pas de préparation des pays arabes pour venir y assurer la sécurité, il n'y a rien! Gaza est une espèce de grand point d'interrogation qui blesse tous les jours nos consciences et nos cœurs.

Au Liban, il y a un cadre. Ce cadre, c'est une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, votée en 2006, après la dernière grande guerre entre le Hezbollah et Israël. C'est la Résolution 1701 qui pose un cadre assez large, notamment son article 8 qui est assez précis sur ce que les deux parties doivent faire pour tenter de rétablir la paix.

Après tout ce qui s'est passé, notamment depuis le 23 septembre, les deux parties en sont venues à accepter son application. Alors on a essayé, j'étais personnellement impliqué, en septembre de mettre en place une trêve de 21 jours pour voir comment on peut l'opérationnaliser. Mais quelques heures à peine après que Nasrallah¹ avait accepté la formule que nous lui avions soumise, il a été tout simplement assassiné par les Israélien·nes. Donc, cette première tentative n'a abouti à rien.

Il y a eu une deuxième tentative autour de la mi-octobre qui n'a pas non plus abouti. Et maintenant, il y a une troisième tentative qui a peut-être plus de chance d'aboutir à une trêve de 60 jours pendant laquelle une commission multilatérale, principalement occidentale (car en réalité les Américains ne veulent plus passer par le Conseil de sécurité) mettrait en place des mécanismes pour la mise en application de cette Résolution 1701.

J'ai un relatif optimisme sur les chances de cette troisième tentative de marcher. Je ne dis pas que c'est garanti. J'ai peur qu'à la dernière minute, les Israélien·nes ne mettent de nouvelles conditions à son application ou que la communauté occidentale, pas internationale, mette moins de détermination qu'il ne le faut pour l'appliquer. Mais, nous avons un cadre. Il y a une telle fatigue des deux côtés qu'il devient possible d'imaginer qu'ils acceptent cette mise en application. Donc il y a une petite différence entre le cas gazaouis et le cas libanais.

On peut aussi penser et espérer que dans les circonstances les plus graves, ce serait aussi le moment de mettre sur la table les éléments fondamentaux, c'est-à-dire, revenir à la question de l'occupation tout en tenant compte de

l'histoire de l'occupant... Mais on n'arrive même pas à faire cela, à dire les choses.

Jusqu'ici, il n'y a pas de convoitise israélienne sur le Sud Liban. Il y a des projets sécuritaires, des projets de domination, des projets de contrôle, mais pas de projets d'annexion ou de population ou de colonisation du Sud Liban. Mais sur le reste, le conflit israélo-palestinien proprement dit est dans un de ses moments le plus aigu où les risques d'une aggravation de ce conflit sont, à mes yeux, beaucoup plus grands que les chances de solutions. Donc, je ne m'imagine pas un retour à un processus de paix dans les mois qui viennent. Ce que j'imagine par contre, c'est la possibilité de l'ouverture d'un front qui serait le principal front de confrontation entre les Palestiniennes et les Israélien·nes, à savoir celui de la Cisjordanie. Parce que l'expropriation des terres y va bon train, le harcèlement des populations y va bon train, les projets de colonisation et d'annexion et d'éventuel transfert d'une partie de la population vers la Jordanie voisine y vont bon train. Ça peut exploser, et si ça explose et aboutit à l'annexion, c'est non seulement grave au niveau démographique ou humanitaire, c'est aussi extrêmement grave au niveau politique.

Parce que la Cisjordanie est le cœur d'un éventuel État palestinien pour celles et ceux qui continuent de pousser pour la solution à deux États. Ce serait là la fin de cette option et donc la fin d'une option qui prend en considération les droits légitimes du peuple palestinien à l'autodétermination.

C'est pourquoi il y a une grande inquiétude avec ce qui arrive en Cisjordanie, avec l'élection et surtout la série de six nominations capitales faites par Donald Trump, notamment Steve Witkoff comme envoyé spécial au Moyen-Orient et Mike Huckabee, comme ambassadeur américain en Israël. Ils sont partisans de l'annexion de la Cisjordanie, et les autres aussi. Notamment le nouveau secrétaire d'État, Marco Rubio ou le conseiller à la sécurité nationale, Michael Waltz. C'est une équipe qui est extrêmement favorable aux extrémistes israélien·nes. Donc, j'ai bien peur que le conflit israélo-palestinien lui-même passe, au cours des mois qui viennent, par des moments encore plus difficiles que par le passé. Ce qui met ceux et celles qui cherchent une solution à ce conflit, vieux maintenant d'un siècle et demi, plus dans l'embarras qu'iels ne l'ont jamais été.

C'est gênant aussi pour l'Union européenne, ce qu'on appelle la communauté internationale. Parce que finalement ce conflit est terrible mais c'est probablement un de ceux sur

lesquels on pourrait avoir le plus de prise, par exemple, au niveau des accords euro-israéliens. Si je songe à d'autres conflits, par exemple avec les Ouïghours en Chine, faire pression sur la Chine, c'est une autre paire de manches. Même faire pression sur la Russie est peut-être plus difficile. Et pourtant, c'est ce qu'on fait. Par contre là, on est impuissant devant une situation sur laquelle on pourrait avoir prise. C'est un grand paradoxe?

Le premier facteur, c'est que longtemps, depuis les accords de Camp David, et d'Oslo aussi, l'Europe a accepté de jouer un rôle qui n'est pas un rôle très valeureux, qui est celui du banquier, du processus de paix, mais non pas de son architecte. Elle a laissé l'architecture aux Etats-Unis, à la demande d'Israël, qui ne voulait d'autre intermédiaire que les Etats-Unis, alors que l'Europe s'est contentée d'être le banquier de ce processus. Quand le port de Gaza a été détruit une première fois par les Israélien·nes, l'Europe a payé pour le reconstruire alors qu'elle avait payé sa première construction.

La même chose pour l'aéroport et le budget de l'autorité palestinienne installée à Ramallah. Je pense qu'à moins que l'Europe n'exige d'être présente à l'architecture, c'est-à-dire à la conception d'un processus de paix, elle sera toujours dans une position secondaire.

La deuxième affaire qui a éclaté au cours du dernier conflit, depuis 14 mois, c'est que l'Europe est divisée désormais sur le Proche-Orient, ce qu'elle n'était pas avant, ce qu'elle n'était pas à Venise en 1980, ce qu'elle n'était pas dans la diplomatie classique de l'Union européenne, que continuait, tant bien que mal, à représenter M. Borrell, son représentant permanent. Mais les pays eux-mêmes étaient divisés sur la question. Il faut dire les choses telles qu'elles sont.

Ce qui est arrivé, c'est que les Européen·nes, plutôt que de regarder le Proche-Orient avec des yeux ouverts et discriminatoires, se sont rabattu·es sur leur propre histoire. Donc iels ont vu le Proche-Orient comme une affaire intérieure européenne. Du coup, quiconque critiquait le comportement tout à fait critiquable du gouvernement israélien, était menacé d'être accusé le lendemain même d'antisémitisme.

Ce qui est une affaire très européenne, je dois dire, et qui a peu à voir avec le Proche-Orient. Donc cette espèce de confusion entre l'histoire propre du Proche-Orient et celle du continent européen, à laquelle nous avons assisté au cours de l'année dernière, a été dévastatrice pour les positions de pays tels que l'Allemagne, par exemple, ou d'autres pays tels que l'Autriche, voire d'autres pays encore, voire même en France. Donc nous avons vécu un moment absolument surréaliste, où, par exemple, une journaliste juive d'origine russe, Masha Gessen², à qui on accorde un prix au nom d'une philosophe juive, Hannah Arendt, par une organisation libérale allemande, est privée de ce prix, simplement parce qu'elle a parlé de l'Holocauste concernant Gaza.

Elle est juive, c'est un prix au nom d'une grande philosophe juive, Hannah Arendt. Si on arrive à une telle dépravation de ce qu'est le vrai antisémitisme, à une telle confusion entre l'histoire de deux régions qui sont relativement autonomes l'une par rapport à l'autre, c'est qu'on va très loin dans la bévée.

Et alors, non seulement on ne sait pas comment ce conflit va se terminer, pour ce qui concerne Gaza et la Palestine en général, mais, en plus, on ne sait pas ce qu'on risque de payer, finalement, pour une sorte d'indifférence ou d'alignement sur le plus fort, mais, en tout cas, pas d'investissement pour la recherche d'une solution et pour dire les choses. Ce que vous allez payer, on l'a vu hier. Jeudi, une partie des dirigeant·es européen·nes ont dit qu'iels n'allaient pas respecter la décision du procureur de la Cour pénale internationale concernant MM. Netanyahu et Gallant. Jeudi 21 novembre 2024. Et vendredi 22, le clone de M. Poutine, M. Medvedev, a dit qu'il ne reconnaissait pas, lui non plus, la Cour pénale internationale.

Aurait-il fait cette déclaration mercredi, avant l'affaire Netanyahu, tous les Occidentaux seraient montés au créneau pour dire „Hey! C'est impossible, c'est la sauvagerie, on ne peut pas faire ça, il faut respecter la CPI“. Et c'est ce qu'iels avaient fait pour le président Bachir du Soudan, c'est ce qu'iels avaient fait pour d'autres cas aussi. Mais ayant eux-mêmes

poignardé la Cour dans le dos le jeudi, iels ne pouvaient pas répondre à M. Medvedev vendredi en lui disant, non. Je prends cet incident pour vous dire que l'Occident est en train de perdre ses principaux arguments pour la défense de l'universalité de ses propres valeurs.

Quand on fait une exception pour Israël, il n'y a aucune raison pour ne pas en faire une pour M. Poutine. Quand on commence les exceptions, on ne termine pas. C'est comme dans la grammaire.

Quand on commence une exception, c'est contagieux. Donc l'Europe et l'Occident vont payer cher la mise en place d'une exception pour Israël.

C'est comme une prolongation de la conclusion, enfin d'une des conclusions de votre livre, la Tentation de Mars, Ghassan Salamé, quand vous dites que l'Occident n'est pas forcément en déclin, mais qu'il est en isolement de plus en plus. Et là, c'est vrai que la notion de deux poids, deux mesures, est ressentie, elle est dite de plus en plus dans le monde, et non seulement dans le monde, mais au sein de nos sociétés aussi. Le deux poids, deux mesures, c'est une vraie plaie.

Je serais très heureux qu'il y ait deux poids, deux mesures. Il y a maintenant des poids et des mesures pour chaque cas. Il y a des multiplicités des poids et des multiplicités de mesures. C'est-à-dire qu'il n'y a plus un attachement à l'universalité des valeurs. C'est ça ce que ça veut dire. On fait des exceptions.

On dit, dans ce cas-là, c'est pas la même chose, dans ce cas-là, la victime a tort, etc. On trouve toujours les moyens de justifier cela. Mais la réalité, c'est que ce que l'Occident est en train de perdre, en particulier, c'est le principe de constance.

Si on n'est pas constant dans l'application de la loi, des règles, des traités, on finit par ruiner le principe même de la règle. Et ce que l'Occident est en train de faire est de trahir sa propre constance. Et du coup, il n'y a plus d'architecture globale du monde qu'il peut défendre.

Il ne peut plus défendre que ses propres intérêts. Et au sein de ces sociétés, c'est aussi un processus qui est en cours.

Vous disiez, dans ce livre, que l'Occident est le seul bloc qui avait une prétention universaliste par rapport aux autres blocs, y compris les blocs ascendants, notamment la Chine. On peut penser qu'elle veut être au centre du monde, mais pas forcément faire le monde.

Elle ne veut pas siniser le monde. Elle part de l'idée, au contraire, que le monde est éclaté.

Puisqu'elle a une définition extrêmement étriquée, classique, de la souveraineté. Alors que ce que les Occidentaux ont essayé de faire, c'est de développer le principe de souveraineté. De dire que ce n'est pas seulement un droit, que ça implique aussi des devoirs, si vous êtes souverain, le devoir de protéger votre propre population, le devoir de respecter le droit international, le devoir de ne pas envahir votre voisin, que la souveraineté est aussi responsabilité.

C'est un peu ça la grande idée de



Lamia Ziadé, dessin extrait de «Ma très grande mélancolie arabe», 2017

l'Occident depuis les Traités de Westphalie³, où il y avait une définition encore étriquée de la souveraineté, selon laquelle chaque pays a droit à son régime politique, etc.

Par la suite s'est développée une vision de la souveraineté plus active, plus porteuse, plus positive, qui disait que c'est aussi une responsabilité. On ne reconnaît pas votre souveraineté pour rien. On attend un certain comportement de votre part en tant qu'État souverain.

La Chine veut revenir à la définition strictement westphalienne de la souveraineté. Chacun fait ce qu'il veut. Elle ne veut pas siniser le monde.

L'Occident lui veut occidentaliser le monde. L'Occident considère que c'est une victoire si les Japonais-es s'habillent comme des Occidentaux. La Chine n'est pas comme ça.

La Chine est en train de développer, au contraire, l'idée d'un monde où la souveraineté est absolue et où le plus malin réussit, quels que soient les moyens.

Vous disiez qu'en une dizaine d'années, le nombre de conflits a à peu près doublé. On peut imaginer qu'avec ce qu'on vient d'évoquer, les conflits vont continuer à s'accroître, pas seulement avec des forces négatives d'ailleurs, parce qu'il y a des forces d'émancipation aussi qui s'entrechoquent avec des pouvoirs réticents, qui se durcissent. Est-ce qu'on peut se dire que comme l'histoire n'est jamais finie, on va traverser une période de chaos d'où pourrait naître une étoile?

Je suis un pessimiste actif. C'est-à-dire que je considère qu'une analyse réaliste de l'évolution

du système international nous fait craindre une détérioration supplémentaire de ce que nous vivons à l'heure actuelle, une multiplication des conflits et surtout une paralysie des organisations internationales pour y mettre fin. Cette sécurité est paralysée, l'organisation mondiale du commerce n'existe pratiquement plus.

Donc il y a multiplication des conflits et absence des organisations capables d'y mettre fin. Cette combinaison me pousse à une analyse réaliste et donc un peu pessimiste de l'évolution du système international. Mais comme je suis un pessimiste actif, je considère qu'il faut agir comme si ce n'était pas le cas. C'est-à-dire qu'il ne faut pas se dire qu'on ne peut rien faire.

Interview Alex Robin
Radio Zinzine

1. Religieux chiite et homme politique libanais perçu au Liban comme le principal visage de la résistance à Israël et tué par une frappe israélienne en septembre 2024, dans le cadre d'une intensification des bombardements visant le Hezbollah au Liban.

2. Alors que Gessen devait recevoir le prix Hannah-Arendt à Brême, en Allemagne, le vendredi 13 décembre 2023, la cérémonie est annulée en raison de son article paru dans le *New Yorker* le 9 décembre 2023, comparant Gaza à un ghetto pendant la Seconde guerre mondiale, «*un ghetto en cours de liquidation*». Elle le recevra finalement lors d'une cérémonie réduite le 16 décembre suivant.

3. Les Traités de Westphalie, signés le 24 octobre 1648, concluent la guerre de Trente Ans, un conflit majeur de l'Europe moderne entre le Saint-Empire romain germanique et ses États allemands protestants en rébellion, et la guerre de Quatre-Vingts Ans, opposant les Provinces-Unies révoltées à la monarchie espagnole. Modifiant profondément les équilibres politiques et religieux en Europe et dans le Saint-Empire, ils sont à la base du «système westphalien», expression utilisée a posteriori pour désigner le système international spécifique mis en place, de façon durable, par ces traités.

L'interview est à retrouver en intégralité dans l'émission «Nouvelles Rencontres Averroes» sur Radio Zinzine: <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9896>

tences plutôt limitées et se concentrait surtout sur les «ennemis intérieurs», en une institution puissante qui se considère désormais au même niveau que la CIA américaine ou le Mossad israélien, par exemple.

La création de la soi-disant «Armée nationale syrienne» (ANS) a coïncidé avec la présidence du MIT par Hakan. L'ANS a été formée et armée par Ankara après 2016, dans l'espoir de provoquer un changement de gouvernement à Damas. Contre toute attente, l'ANS est toutefois restée jusqu'au bout, une association informelle de seigneurs de guerre corrompus.

HTS d'Al-Jolani et l'ANS constituent aujourd'hui le principal bras armé de l'opposition sunnite syrienne. Avec 75 %, les sunnites représentent l'écrasante majorité de la population syrienne. À Doha, le ministre turc des Affaires étrangères a lancé un appel pressant à l'union de tous les groupes d'opposition syriens. «*Le principe de l'inclusion de tous ne doit jamais être remis en question*», a déclaré Hakan Fidan. Plus qu'un appel, ses paroles devraient être un avertissement sans équivoque à al-Jolani pour qu'il ne cherche pas à dominer seul Damas.

Le choc des cultures syrien

L'entrée des rebelles à Damas a contraint le président Bachar el-Assad à prendre la fuite. L'agence de presse russe TASS a confirmé que l'asile politique lui avait été accordé à Moscou, ainsi qu'à sa famille. Le règne d'un demi-siècle de la famille al-Assad a ainsi définitivement pris fin.

Celle-ci avait commencé avec Hafez al-Assad, le père du président aujourd'hui déchu. Hafez aspirait à créer en Syrie un État arabe nationaliste, sur le modèle de l'Irak et de l'Égypte, et prescrivait à son peuple un sécularisme strict. Comme la population était majoritairement sunnite et parfois encore profondément religieuse dans les provinces, des révoltes avaient éclaté. Comme Al-Assad appartenait à la minorité religieuse des alaouites, les troubles sociaux prenaient souvent le caractère d'un combat culturel. Hafez a eu recours à des moyens de répression de plus en plus brutaux. Il est significatif qu'à la fin de son règne, six services secrets puissants et concurrents devaient surveiller chaque recoin du pays et étouffer dans l'œuf toute opposition. En 1982, lorsqu'une révolte de la majorité sunnite contre le régime avait éclaté dans la ville de Hama, en Moyenne Syrie, Hafez avait fait bombarder la vieille ville historique de Hama, faisant plus de dix mille morts.

Synonyme de torture

Après la mort de Hafez, le jeune Bachar est arrivé au pouvoir en tant que porteur d'espoir d'une libéralisation politique. Mais il s'est rapidement révélé être une mauvaise copie de son père tyrannique: on estime que jusqu'à un demi-million de personnes ont perdu la vie au cours de la guerre civile d'après 2011; plus de 13 millions de Syriens, soit plus de la moitié de la population du pays avant la guerre, ont été déplacés. Selon les Nations unies, plus de six millions de Syriens vivent aujourd'hui en tant que réfugiés, en dehors de leur pays déchiré par la guerre.

La prison militaire de Saidnaya est devenue le symbole du règne d'Assad et synonyme de tortures inimaginables, d'humiliations sys-

SYRIE

Comme sur des sables mouvants

Pour essayer de s'y retrouver dans la situation en Syrie, nous vous proposons cet article de fond, daté du 12 décembre, de Amalia van Gent*, dans lequel l'autrice se demande si la chute d'Assad conduira à une partition de fait de la Syrie. Israël et la Turquie se sont en effet exprimés à ce sujet.

Dimanche dernier, le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan appelait les groupes d'opposition syriens à s'unir désormais: «*Il est temps de réunifier et de reconstruire le pays*», a-t-il déclaré aux journalistes, en marge du forum de Doha au Qatar. Dans la nuit de samedi à dimanche, Damas, comme Alep et Homs auparavant, était tombée sans combat aux mains des rebelles islamistes. Ce bouleversement d'une rapidité inattendue a sensiblement réduit l'influence d'anciens acteurs dans le pays, tels que l'Iran et la Russie; de nouveaux apparaissent sur la scène de la guerre.

Se plier aux injonctions d'Ankara

La Turquie s' imagine être le «grand vainqueur» de ce conflit. Sans le feu vert d'Ankara, les rebelles islamistes n'auraient probablement jamais entamé leur avancée sur Alep et Damas. Le ministre des Affaires étrangères Fidan Hakan en est conscient. En contrepartie de la chute inespérée d'Assad, le président turc Recep Tayyip Erdoğan souhaite toutefois

pouvoir dicter sa politique syrienne au «nouveau Damas».

Aujourd'hui, Abou Mohammed al-Jolani est le visage de cette victoire fulgurante; il est le leader le plus populaire de l'opposition sunnite en Syrie et il est plus puissant que jamais. Se pliera-t-il aux désirs d'Ankara dans le conflit avec les Kurdes dans le nord de la Syrie? À Ankara, on doute déjà que la Turquie puisse compter sur Abou Mohammed al-Jolani. Dans l'accord de Sotchi, signé en 2016 par la Russie, l'Iran et la Turquie, Ankara s'était engagée à limiter le pouvoir d'al-Jolani et de son mouvement islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) dans la province d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie. Ankara n'y est jamais parvenue. HTS a ses racines dans la branche arabe d'Al-Qaïda; son chef, Al-Jolani, agissait le plus souvent de manière indépendante.

Avant d'occuper son poste actuel de ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan était à la tête des services secrets turs (MIT). Au cours de son long mandat, il a transformé le MIT, qui disposait jusqu'alors de compé-

tématiques et d'exécutions de masse. Une équipe de la chaîne d'information privée Al Jazeera de Doha a été la première chaîne d'information à montrer des images de détenus encore complètement confusés, complètement épuisés, laissant derrière elles et eux les portes de leur martyre. «*J'étais sur la liste des exécutions. Ce matin devait être le dernier matin de ma vie*», a raconté un homme, incapable de mettre des mots sur sa joie face au changement surprenant survenu à Damas.

Pendant plus d'un demi-siècle, les alaouites ont constitué l'élite politique et économique du pays. Durant leur règne, ils ont pu compter sur le soutien, du moins discret, des minorités chrétiennes. Les deux minorités religieuses représentent un quart de la population totale (15 % d'alaouites et 10 % de différentes églises chrétiennes).

Le nouvel homme fort de Damas, Al-Jolani, a certes appelé au respect de toutes les minorités. Pourtant, la peur d'actes de vengeance et de règlements de comptes ouverts circule parmi les alaouites et les chrétiens. C'est un modèle qui se répète de manière presque monotone au Proche-Orient: aux dictatures laïques qui garantissent la liberté de religion pour les minorités succèdent des régimes religieux fondamentalistes qui ne laissent aucun espace à celles et ceux qui pensent différemment. C'est ce qui s'est passé jusqu'à présent en Iran, en Afghanistan, en Égypte et en Libye.

C'est pourquoi la majorité des alaouites et des chrétiens ne veulent pas croire aux assurances données par les nouveaux dirigeants de Damas. Encore sous le choc de l'incroyable implosion de leur armée, ils sont prêts à croire qu'il s'agit en réalité d'un retrait ordonné de l'armée syrienne. Et que celui-ci repose sur un accord entre les acteurs mondiaux.

C'est ainsi que des rumeurs et des cartes circulent à Damas, selon lesquelles la minorité alaouite dans les provinces méditerranéennes syriennes de Lattaquié et de Tartous se verrait garantir une autonomie à l'avenir. Ces provinces sont de toute façon la zone d'implantation traditionnelle des alaouites. Moscou aurait-il échangé la chute d'Al-Asad contre la sécurité de ses bases militaires à Tartous et Lattaquié? Le fait est que Moscou aurait au moins pu freiner l'avancée rapide des islamistes en bombardant l'importante route de liaison M4 au début de la rébellion. Or, l'armée de l'air russe ne l'a pas fait. Le fait est également que la Russie n'est pas prête à renoncer à ses bases militaires. Car ce sont les seules dont elle dispose en Méditerranée.

Bouleversements démographiques

Plus de 6 millions de Syriens vivent en tant que réfugiés en dehors de leur pays, pour la plupart dans les pays limitrophes. Environ 3,2 millions d'entre eux résident en Turquie uni-

quement. La chute du régime ouvre la voie à un retour en toute sécurité de ces réfugiés dans leur pays, a déclaré dimanche le vice-président turc Devdet Yilmaz. Ces personnes auront-elles le choix d'un retour volontaire? Ou seront-elles plutôt forcées de revenir?

Une vague d'immigration menace toutefois de placer le pays instable devant une nouvelle épreuve et de modifier fondamentalement la démographie de pans entiers du pays. Selon les données des Nations unies, plus de 150 000 personnes sont déjà en fuite; les premiers réfugiés après le début de la guerre étaient des Kurdes et venaient de la région de Sehba autour de la ville de Tall Rifat. Les deux villes sont tombées aux mains de l'ANS fin novembre.

La plupart de ces réfugiés étaient originaires de la ville d'Afrine. Ce qui s'est passé autour de la région d'Afrine est une tragédie largement ignorée par l'Occident: les troupes turques, immédiatement après leur première entrée dans la ville en 2018, avaient remis le contrôle de cette région à leur allié, l'ANS. Et les seigneurs de guerre islamistes de l'ANS ont transformé l'ancien centre universitaire des Kurdes syriens en une région où, selon des organisations de défense des droits humains renommées telles que *Human Rights Watch*, les pillages, la torture, les viols et les expulsions sont monnaie courante.

La ville d'Alep autrefois multiculturelle

Après la chute d'Alep, par peur de représailles, des milliers et des milliers de personnes ont fui les quartiers kurdes de la grande ville, tels que Cheikh Maqsoud et Ashrafiyeh, en direction du nord-est. Le flot de réfugiés kurdes a été progressivement rejoint par les Yézidis d'Alep. Le 3 août 2014, lorsque la milice terroriste État islamique (EI) avait envahi Sinjar², au nord de l'Irak, tuant jusqu'à 10 000 hommes et réduisant en esclavage près de 7000 femmes et enfants, est resté gravé dans la mémoire collective de cette petite minorité religieuse du Moyen-Orient comme le 74^e grand massacre. Comment pourraient-ils vivre parmi les islamistes?

Environ 80 000 Arméniens vivaient également dans la ville multiculturelle d'Alep, jusqu'à ce que la guerre civile syrienne de 2011 ne réduise cette minorité pleine de vie à 12 000 aujourd'hui. Après la chute d'Alep, l'Église arménienne a appelé ses fidèles au calme. Celles et ceux qui le peuvent tentent néanmoins de fuir vers le nord-est du pays. Comme l'a rapporté le journal arménien *Kantsasar*³ depuis Alep, deux médecins arméniens ont été mortellement blessés par des snipers alors qu'ils tentaient de fuir.

Les Kurdes, les chrétiens et les Yézidis fuient vers l'Autorité autonome de la Syrie du Nord et de l'Est (AANES) contrôlée par

les Kurdes, également connue sous le nom de Rojava, car le mouvement politique qui y est dominant, influencé par le leader kurde de Turquie Abdullah Öcalan, est strictement laïc. L'AANES applique en outre l'égalité des sexes, ce qui revêt une importance particulière pour les minorités. «*Toutes ces personnes ont besoin de tentes, de nourriture, de médicaments. Nous avons besoin d'une aide humanitaire d'urgence pour assurer des abris, de l'eau et de la nourriture*», a récemment averti Sêxmûs Ehmed, responsable des camps et de la migration au Rojava.

Le Rojava, 3^e partie d'une future fédération syrienne?

Trois acteurs principaux ont trois réponses différentes: Israël saluerait une division de la Syrie selon les appartenances confessionnelles, écrit depuis Tel Aviv la plateforme Internet *Al monitor*, bien informée sur le Proche-Orient. On parle déjà d'une soi-disant «cantonisation» qui pourrait comprendre une région pour les sunnites, une pour les chiites alaouites, une autre pour les druzes et enfin les Kurdes.

La «*Turquie ne tolérera jamais une nouvelle division de la Syrie*», a répété Recep Tayyip Erdoğan. Ankara considère le Rojava, ne serait-ce qu'en raison de la proximité idéologique de ses dirigeants avec le PKK, comme un «nid de terroristes» qui doit être rayé de la carte. Après de violents combats avec l'ANS, soutenue par la Turquie, les Kurdes ont dû se



ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

retirer mardi dernier de la ville stratégique de Manjib, à l'ouest de l'Euphrate. Les combattants de l'ANS islamiste doivent désormais se diriger vers Kobané.

Kobané est considérée par les Kurdes comme «leur ville historique». En 2015, les djihadistes d'ISIS avaient assiégé pendant trois mois la petite ville située à la frontière avec la Turquie, sans jamais pouvoir la prendre. À Kobané, des jeunes Kurdes pour la plupart mal armés, ont infligé sa première défaite cuisante à ISIS, alors surpuissant. À l'époque, le président américain Obama avait décidé de conclure une alliance avec les Kurdes syriens.

Mais Washington est aujourd'hui divisé sur la question. Joe Biden a certes déclaré que les troupes américaines resteraient dans la région. Les 900 soldats américains représentent pour le Rojava la garantie de son existence. Mais le nouveau président américain Donald Trump a déclaré sur la plateforme *Truth social*⁴ «la situation en Syrie est chaotique. Les États-Unis ne devraient pas s'en mêler. Ce n'est pas notre combat, ne vous en mêlez pas».

1. Minorité ethnique endogame parlant majoritairement le dialecte kurde kurmandji, originaire de la Mésopotamie supérieure.
2. La ville et son district sont un foyer historique de la religion yézidie.
3. Hebdomadaire, organe officiel du Diocèse arménien de Beroea à Alep.
4. Réseau social de microblogage du *Trump Media & Technology Group* (TMTG).



Akram Al Halabi, Portrait, 2018

Aux dernières nouvelles et sous la médiation des gouvernements français et américain, les discussions entre le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS) au pouvoir, Mazloum Abdi Kobani, et l'opposition kurde interne ont abouti fin décembre à un accord entre les deux mouvements politiques. Cet accord est absolument unique au Rojava. Il permet désormais aux Kurdes de

Syrie de lutter d'une seule voix à Damas pour les droits de la minorité kurde.

Amalia van Gent
12 décembre 2024

* Amalia van Gent a travaillé comme journaliste de presse écrite, de radio et de télévision en Irak, au Pakistan et dans les Balkans et y a couvert les guerres pour les médias suisses. Elle a également participé à l'écriture du film documentaire *Une vie entre guerre et musique*, sur les possibilités et les limites du journalisme de guerre.

SYRIE/MIGRATION

L'avenir incertain des réfugié·es

Dès le lendemain de la chute du régime de Bachar al-Assad, neuf pays du continent européen (France, Allemagne, Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Suède, Royaume-Uni, Suisse) ont annoncé suspendre l'examen des demandes d'asiles de Syrien·nes. Des politiciens de droite appellent même à leur rapatriement. Depuis 2011, 6,6 millions de Syrien·nes ont fui le pays.

«Après la chute du régime Assad, la situation en Syrie est extrêmement dynamique, confuse et difficile à évaluer. Sur la base de la situation actuelle et de son évolution imprévisible, il n'est pas possible de prendre une décision définitive sur l'issue d'une procédure d'asile», a justifié l'Office allemand des réfugiés et de la migration¹. «En cas de stabilisation de la situation, l'Office envisagera d'adapter sa pratique décisionnelle et reprendra ensuite l'ensemble de ses activités de décision», ajoute l'administration.

«Comme toujours en cas de situation évolutive dans un pays d'origine de demandeurs d'asile, cela peut conduire à suspendre provisoirement la prise de décision sur certaines demandes d'asile émanant de ressortissants Syrien·nes, en fonction des motifs invoqués», explique aussi l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra)². 2500 demandes d'asile ont été déposées en France depuis début 2024. 700 demandes (mineur·es inclus·es) d'asile de Syrien·nes sont actuellement en cours de traitement en France.

6,6 millions de Syrien·nes réfugié·es

L'Espagne poursuit en revanche l'étude des demandes d'asile en cours. «Aucune mesure supplémentaire n'est nécessaire, car contrairement à d'autres pays européens où les Syrien·nes représentent une part très importante des demandes d'asile, ce n'est pas le cas ici», a déclaré le socialiste José Manuel Albares³, ministre des Affaires étrangères espagnol.

En 13 ans de guerre, 6,6 millions de Syrien·nes ont fui leur pays⁴, principalement vers les pays frontaliers: Turquie, Liban, Jordanie. En Europe, l'Allemagne a accueilli le plus grand nombre de réfugié·es de Syrie, près d'un million depuis 2011. 200 000 réfugié·es Syrien·nes vivent aussi en Suède, 95 000 en Autriche. 45 000 Syrien·nes ont trouvé refuge en France.

À travers l'Europe, des ministres et politiciens de droite se sont jetés sur l'événement pour aller jusqu'à demander, déjà, le retour des réfugié·es Syrien·nes. En Autriche, le ministre de l'Intérieur, issu du parti conservateur, a indiqué «préparer un programme⁵ de rapatriement et d'expulsion vers la Syrie».

En Allemagne, un député conservateur (de l'opposition) a même proposé que le gouvernement fédéral affrète des avions pour rapatrier les Syrien·nes et offre 1000 euros à chaque réfugié·e qui partirait. «La situation en Syrie est encore très dangereuse»⁶, a répliqué le chancelier Olaf Scholz (social-démocrate), soulignant qu'un retour des Syrien·nes n'était pas à l'ordre du jour.

En France, des annonces polémiques

À Paris, le ministère de l'Intérieur a annoncé lundi travailler «sur une suspension des dossiers d'asile en cours provenant de Syrie, sur le même modèle que ce que fait l'Allemagne». «C'est de la communication politique. Le ministre n'a aucune instruction à donner à l'Ofpra, l'organe qui décide des demandes d'asile en France métropolitaine», note Gérard Sadik, responsable national de l'asile à la Cimade, joint par Basta!

«Bachar est tombé il y a quelques jours à peine, arrêtons de prendre des décisions précipitées, on doit rester conformes aux traités internationaux» qui prolongent le droit d'asile, appelle aussi Étienne Marest, président d'une association d'accueil de réfugié·es syriens et syriennes que nous avons contacté.

«Certain·es Syrien·nes ont passé des années dans la prison de Saidnaya, torturé·es, affamé·es⁷. Il faut qu'iels puissent quitter ce pays et demander l'asile», souligne aussi Gérard Sadik. Et bien que le régime d'Assad soit tombé, des conditions dangereuses pourraient perdurer en cas de résurgence de milices ou de représailles.

La diaspora syrienne dans l'incertitude

Les annonces des différents gouvernements ont de quoi susciter une inquiétude supplémentaire au sein de la diaspora syrienne, qui criait sa joie dimanche dans les rues de Berlin, de Vienne, d'Athènes ou de Paris. «Ce qui est sûr, c'est que les réfugié·es Syrien·nes n'ont qu'une seule hâte: aller embrasser leur famille restée au pays. Mais pas forcément d'y rester», explique Étienne Marest.

Parmi les réfugié·es, beaucoup ont refait leur vie. En Allemagne, par exemple, plus de 160 000 réfugié·es Syrien·nes ont acquis la na-

tionalité allemande. L'un d'entre eux est même devenu maire d'un village de Bade⁸, dans le sud du pays.

Pour celles et ceux qui vivent en Europe avec le statut de réfugié·es, se rendre en Syrie aujourd'hui pour rendre visite à des proches est encore quasi impossible. La décision de partir, même quelques jours, peut entraîner la perte de la protection internationale⁹.

Malo Janin
Basta Média*

* Basta! <basta.media> est un média indépendant d'investigation qui traite des questions sociales et environnementales, à travers des enquêtes, des reportages et des articles d'analyse dans le but d'offrir au plus grand nombre, en accès libre, des clés pour comprendre le monde, et des leviers pour le changer.

1. <https://www.bamf.de/DE/Presse/presse-node.html#Syrien>
2. <https://www.ofpra.gouv.fr/actualites/com-muniqu-e-de-presse-syrie>
3. https://www.infolibre.es/internacional/europeos-ponen-pausa-peticiones-asilo-proce-dentes-siria-caida-asad_1_1913036.html#-google_vignette%E2%80%93
4. <https://news.un.org/fr/sto-ry/2021/03/1091792>
5. <https://www.tagesschau.de/ausland/europa/europa-staaten-asyl-syrer-100.html%E2%80%93>
6. <https://www.tagesschau.de/inland/innenpolitik/scholz-interview-tagesthe-men-100.html>
7. <https://www.lorientjour.com/article/1439231-pire-qu-un-abattoir-humain-voyage-au-bout-de-lenfer-de-saydnaya.html>
8. <https://www.swr.de/swraktuell/baden-wuerttemberg/karlsruhe/sy-rischer-buergermeister-ostelsheim-zu-asad-umsturz-100.html>
9. <https://www.infomigrants.net/fr/post/61649/maigre-la-chute-du-regime-sy-rien-un-refugie-statutaire-en-france-na-pas-le-droit-de-se-rendre-en-syrie>

KIOSQUE

Déni d'humanité

Claude Calame* inaugure la nouvelle collection Carton rouge des éditions du Croquant avec ce livre, en librairie début octobre 2024. En dix ans, près de 30.000 personnes, hommes, femmes et enfants, ont trouvé la mort en tentant de chercher refuge dans un pays de l'Union européenne. Ce déni d'humanité est la conséquence de la politique discriminatoire de fermeture et de rejet conduite par l'UE à l'égard des personnes contraintes à l'exil, au mépris de leurs droits individuels et sociaux. Sans égard à leur origine, ni à leur culture, sans tenir compte de situations de précarité matérielle et psychique extrêmes, sans prendre en compte les traumatismes subis dans des parcours migratoires plus qu'aléatoires, les pays de l'Union européenne sont coupables, vis-à-vis de celles et ceux qu'ils rejettent dans la catégorie du migrant, d'un véritable déni d'humanité. Et ce déni d'humanité se décline en différentes formes de crimes contre l'humanité. À nous de réagir, autant pour le soutien humain que par l'action politique.

* Claude Calame est directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Il est membre de la Section EHESS de la LDH et de la Commission Migrations d'ATTAC. Le livre peut être commandé sur le site de l'éditeur <editions-croquant.org> Livre papier: 5 euros, PDF: 3 euros, 64 pages.

SITUATION AU ROJAVA AU 23 DECEMBRE*

- Les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) lancent une contre-offensive au barrage de Tishreen, reprenant plusieurs villages entre l'Euphrate et la ville de Manbij.
- Conditions de vie désastreuses pour les personnes déplacées de Shehba; l'UNICEF note la possibilité d'un nouveau déplacement à grande échelle si les combats éclatent à Kobané.
- Le Rojava Information Center (RIC) recense 165 militaires, 11 Asayish, [la police kurde], et 68 civil-es tué-es dans les attaques de la Turquie et de l'ANS depuis le 29 novembre, ainsi que 73 civil-es blessé-es.
- Après deux semaines d'affrontements quasi quotidiens au barrage de Tishreen et au pont de Qereqozak – alors que l'ANS tentait en vain de traverser l'Euphrate de la campagne de Manbij vers celle de Kobané – les FDS ont lancé une contre-offensive et repris plusieurs villages entre l'Euphrate et le centre de Manbij. La contre-offensive se poursuit et la situation sur le terrain évolue rapidement.
- Une source des FDS a déclaré au RIC: [Autour du barrage de Tishreen] «la situation des combats a un peu changé. Le Conseil Militaire de Manbij (MMC) a commencé à attaquer l'ANS. Nous n'opérons plus à partir d'une position défensive. Nous avons également repris plusieurs positions.»
- À Manbij, sous le contrôle de l'ANS, les conditions de vie des civil-es se sont encore détériorées ces derniers jours, avec une colère généralisée face au nombre croissant d'abus et de crimes commis par l'ANS.
- Après le viol d'une fillette de sept ans dans la ville de Manbij hier, la tribu al-Bubna à laquelle appartenait la fillette a attaqué la faction de l'ANS responsable, Suleiman Shah, dirigée par le tristement célèbre Abu Amsha. Suleiman Shah est sanctionné par les États-Unis pour de «*graves violations des droits humains*» et Abu Amsha est connu pour sa participation à des meurtres, des viols, des tortures, des enlèvements et des trafics d'armes.
- L'association de défense des droits humains Hevdesti (Synergy) a documenté les exécutions extrajudiciaires de combattant-es, les meurtres de civil-es, le pillage ciblé de biens kurdes, les arrestations arbitraires et l'extorsion à Manbij: «*La récente attaque fait partie d'une série d'assauts continus sur le nord-est de la Syrie, où les Kurdes, les Arabes et diverses minorités religieuses, ethniques et nationales vivent ensemble. [...] Ce qui se passe à Manbij n'est pas seulement un affrontement militaire; il s'agit plutôt d'une grave violation des droits humains, visant en particulier les civil-es, et ouvrant la voie à des déplacements forcés systématiques.*»
- Le barrage de Tishreen reste hors service. Selon l'UNICEF, «*Au moins 2 millions d'habitant-es de la ville d'Alep et de la campagne orientale connaissent de graves pénuries d'eau. Cette crise est due à la suspension de deux stations d'eau essentielles.*»

Le nombre de victimes civiles des attaques de la Turquie et de l'ANS s'alourdit.

- Un drone turc a frappé un centre céréalier près de Sarrin (campagne de Kobané) le 21. «*L'attaque a entraîné l'incendie et la destruction de 300 tonnes de blé*», a déclaré une source à Kobané au RIC.
- Au total, 68 civil-es ont été tué-es et 73 blessé-es dans les attaques menées par la Turquie et l'Armée nationale syrienne depuis le 29 novembre, selon les registres du RIC.

La situation des personnes déplacées reste grave

- L'UNICEF indique qu'environ la moitié des personnes déplacées de Shehba vivent dans des abris collectifs dans le nord-est de la Syrie, l'autre moitié chez des ami-es, des parents ou dans d'autres logements privés. Les personnes déplacées font état de conditions de vie misérables dans de nombreux abris. (...)
- Suite à la prise de Shehba par l'ANS, Hevdesti (Synergy) a recensé 128 personnes (dont 20 femmes) arrêtées par l'ANS – soit à Shehba, soit lorsqu'elles avaient fui pour retourner à Afrine. 52 ont été libérées après avoir été torturées, 76 sont toujours portées disparues.
- En référence à la menace d'une attaque turque sur Kobané, l'UNICEF a noté la possibilité d'une autre «*vague de déplacement en cas d'escalade à la frontière [de Kobané]*».
- Concernant les millions de Syrien-nes déplacé-es à l'extérieur du pays, le HCR a déclaré qu'il n'encourageait pas actuellement le rapatriement volontaire à grande échelle vers la Syrie en raison d'une crise humanitaire de grande ampleur, de la persistance de niveaux élevés de déplacement interne et de la destruction et de l'endommagement généralisés des habitations et des infrastructures essentielles.

*Extraits d'un article paru sur le Rojava Information Center <rojvainformationcenter.org>.

ROUMANIE

Élections présidentielles et vague d'extrême droite

Les développements politiques récents en Roumanie, en novembre et décembre 2024, ont abasourdi et fait frémir beaucoup de monde. Certes, les prévisions électorales pour les élections présidentielles tablaient sur une influence croissante de l'extrême droite, où un second tour entre les candidat·es Elena Lasconi ou Marcel Ciolacu d'une part, et le candidat d'extrême droite Simion d'autre part, était considéré comme acquis. On pouvait s'attendre à ce qu'une large alliance contre Simion soit nécessaire pour lui faire barrage. Mais ce qui s'est passé le 24 novembre 2024, lors du premier tour des élections présidentielles, a été un véritable séisme politique.*

Le 24 novembre 2024, le résultat des élections a surpris presque tout le monde: Călin Georgescu, un candidat jusqu'alors largement inconnu, dominait le scrutin dès le début. Tous les pronostics ont été balayés. Georgescu,

candidat ultranationaliste et mystique, a dépassé tous les candidat·es favori·tes. Soudain, l'attention des médias s'est focalisée sur lui, alors que la veille sa présence dans les médias traditionnels était quasiment inexistante.

En outre, sa campagne électorale s'est presque exclusivement axée sur TikTok.

D'un instant à l'autre, le débat politique s'est polarisé. L'onde de choc du résultat des élections s'est traduite par une montée de la haine ouverte sur les réseaux sociaux, avec un discours particulièrement violent et hostile aux LGBT+. Des manifestations ont bien été organisées à Bucarest et dans d'autres villes, mais loin d'être massives, elles n'ont pas réuni plus d'un millier de personnes, pour la plupart des jeunes militant·es choqué·es. Il est inquiétant de constater que, pour la première fois depuis bientôt deux décennies, des journalistes ont été visés par des menaces plus ou moins concrètes, il a été fait état de l'existence de listes de journalistes indésirables...

La seule chose positive, si l'on peut dire, c'est que pour la première fois, l'antisémitisme et le mouvement fasciste des légionnaires font l'objet d'un débat public en Roumanie. En effet, force est de constater que de nombreuses personnes n'avaient qu'une vague idée, voire aucune, de la signification historique de ces mouvements.

Annulation de l'élection et nouvelle incertitude politique

Le 6 décembre 2024, trois jours seulement après avoir validé le scrutin suite au recomptage de plus de 9 millions de voix après des soupçons d'irrégularité, la Cour constitutionnelle annule le premier tour des élections présidentielles dans une décision sans précédent. La raison invoquée: «*manipulations électorales*», utilisation de technologies opaques et de l'intelligence artificielle dans la campagne électorale qui auraient faussé l'égalité des chances entre les candidat·es. Ce verdict a conduit à une réévaluation du processus électoral qui sera probablement répété au printemps 2025. Les conséquences sur le paysage politique roumain ne sont pas encore prévisibles, le président en exercice, Klaus Johannis, reste pour l'instant en fonction – là aussi sur une base constitutionnelle bancal – jusqu'à ce que les processus juridiques soient terminés.

Un nationaliste au profil opaque

Le vainqueur surprise, Călin Georgescu, a derrière lui une carrière politique controversée. Issu d'une famille de fonctionnaires communistes, il n'a cessé de défendre des positions radicales au cours des dernières années. Ancien membre du parti ultranationaliste AUR (Alliance pour l'unité des Roumains, EKR au Parlement européen), il est considéré comme un admirateur de la «Garde de fer», un mouvement paramilitaire d'extrême droite des années 1930 et du maréchal fasciste Ion Antonescu qui a orchestré la déportation et l'extermination des juifs et des roms de Roumanie. Il n'est pas étonnant qu'il ait renoncé à la protection personnelle de l'Etat à laquelle ont droit tous les candidats à la présidence et qu'il ait choisi pour cette tâche des personnes issues de l'extrême droite et des mercenaires.

Georgescu prêche un nationalisme agressif, dirigé contre les institutions occidentales telles que l'UE et l'OTAN, et prône un soutien global aux positions russes, notamment dans la guerre d'agression contre l'Ukraine. Il demande la réouverture des usines fermées de la période communiste et une transformation radicale du système politique.

Sa propagande s'est principalement déroulée sur TikTok, ce qui témoigne de son utilisation stratégique des réseaux sociaux pour atteindre les jeunes électeur/trices.

Jusqu'à présent, il a affirmé n'avoir dépensé aucun argent pour sa campagne électorale. Des recherches menées par Snoop.ro¹ ou Rise Project² ont toutefois fourni des preuves d'une campagne préparée de longue date et dotée de moyens financiers importants, reposant sur un vaste réseau de *bots* et d'influenceurs. Contrairement à la législation en vigueur, aucun spot de Georgescu ou de quiconque faisant de la publicité pour lui n'a été identifié comme du matériel de campagne. Des milliers de comptes d'utilisateurs diffusant ses contenus ne seraient devenus actifs que deux semaines avant le scrutin.

Contexte et rôle des forces politiques traditionnelles

Le paysage politique roumain est marqué par la polarisation depuis les années 1990. Actuellement, le PSD (Parti Social Démocrate, centre gauche), à l'origine de la plupart des scandales de corruption, et l'USR (Union Sauvez la Roumanie, centre gauche) s'affrontent. Le PNL (Parti National Démocrate, centre droit), fief du président actuel, s'est presque mis hors-jeu en faisant une coalition avec le PSD de ces dernières années. Les élections actuelles de 2024 montrent que les forces d'ultradroite gagnent de plus en plus d'influence. L'AUR, en particulier, est devenue une véritable menace pour la stabilité politique du pays, ce qui oblige les partis établis à se pencher sur la question de l'extrémisme de droite.

Georgescu est l'exemple d'un homme politique qui se fait l'écho des préoccupations et du ressentiment de nombreux Roumain·es mécontent·es de l'élite politique actuelle. Avec son discours dit souverainiste, porté par un ton paternaliste et plein de sollicitude, il semble offrir une voix à celles et ceux qui, en tant que masse muette, courbent le dos pour le pays. Ses positions, qui comportent également des tendances anti-européennes et anti-occidentales, trouvent surtout un écho auprès d'une partie de l'électorat âgé et dans les régions rurales.

Dans une ambiance de gueule de bois, le camp démocratique se demande si, depuis les années 1990, l'attention ne s'est pas unilatéralement focalisée sur les structures postcommunistes. Les opinions antifascistes ont été trop facilement dénoncées comme communistes. On a alors complètement perdu de vue l'évolution de l'extrême droite, et c'est ainsi que «*le fascisme roumain (sous une forme légionnaire ou autre), non inquiété par l'intelligentsia, a commencé à renaître, à se multiplier et à trouver des partisan·es parmi les nouvelles générations*»³.

Comme souvent, la confiance dans les autorités roumaines est limitée. Le 8 décembre, alors que le pays était plongé dans une tension jamais vue depuis 1989 et que les arrestations de militant·es extrémistes constituaient des indices d'un projet de coup d'Etat, le chef du Service des renseignements extérieurs s'amusa au Grand Prix Formule 1 d'Abu Dhabi. Les briefings du service de renseignement intérieur (SRI – souvent décrit comme le successeur de la *Securitate*) n'avaient jusqu'à fin novembre pas connaissance d'un danger

venu de l'extrême droite. Les informations contraires étaient toujours minimisées, les avertissements n'ont pas été pris en compte.

S'il est nécessaire de considérer la situation qui s'est créée dans un contexte authentiquement roumain, qui doit également inclure le rôle de l'Église orthodoxe et la politique d'éducation déplorable depuis 1990, il ne faut pas négliger le rôle d'acteurs étatiques extérieurs constaté par les services d'information. Celui-ci est probablement exercé par des forces russes, la clarification étant encore en cours. Mais les parallèles avec les événements déstabilisants en Moldavie et en Géorgie sont évidents. Le philosophe fasciste Alexandre Douguine, considéré comme un idéologue de Poutine, a tenu dans les premiers jours de décembre des propos prédisant l'intégration prévisible de la Roumanie à la Russie.

Le rôle de TikTok, pieuvre géante de données, fait désormais l'objet d'une enquête des institutions européennes. Il reste à voir si les autorités chinoises ont été impliquées dans la campagne électorale de Georgescu et si ce site tomberait donc lui aussi sous le coup d'une ingérence étatique extérieure.

L'avenir du paysage politique

La Roumanie est confrontée à des temps difficiles. Les principaux partis politiques doivent décider s'ils prennent au sérieux le défi lancé par la droite ultranationaliste ou s'ils continuent à s'appuyer sur leurs coalitions traditionnelles. L'absence actuelle d'une coopération large et stable entre les forces pro-européennes pourrait conduire à une nouvelle fragmentation du paysage politique. La situation de la Roumanie, à proximité immédiate de l'Ukraine et de la République de Moldavie, ainsi que sa situation au bord de la mer Noire, demande plus que jamais une coalition stable.

On ne sait pas encore aujourd'hui comment la situation politique évoluera jusqu'aux nouvelles élections du printemps 2025 et si les partis qui se retrouvent sous la bannière «pro-européenne» parviendront à former une alliance forte et unie, capable de contrer la présence croissante de l'extrême droite en Roumanie. Une chose est sûre: l'incertitude politique en Roumanie est loin d'être terminée et le pays se trouve face à une phase difficile et potentiellement dangereuse de son histoire politique. La question de savoir comment combattre à long terme l'influence croissante des forces d'extrême droite dans la société roumaine nécessite des réponses urgentes.

Jochen Cotaru & Marie Burgun

1. <<https://snoop.ro/cine-suntem/>>. La mission de Snoop's est de produire et de promouvoir un journalisme d'investigation et d'explication. Toute personne souhaitant attirer l'attention sur les abus, les injustices ou la corruption dans les systèmes publics ou les entreprises privées peut s'adresser à Snoop, en sachant qu'elle sera protégée et que le sujet sera traité avec sérieux.

2. <<https://www.riseproject.ro/>>. Communauté indépendante de journalistes qui enquêtent sur le crime organisé et la corruption et est membre de l'Organised Crime and Corruption Reporting Network (OCCRP), l'une des plus grandes organisations de journalisme d'investigation au monde.

3. Andrei Cornea: Sub asediu, Revista 22, 17.12. 20224 <revista22.ro/opinii/andrei-cornea/sub-asediu>.

* Merci à Stefan Bichler, Sibiu/ Hermannstadt, pour un grand nombre de contributions analytiques sur le sujet.

La République exemplaire d'Emmanuel Macron

Maintenant que la charrue est profondément bloquée dans l'ornière, on demande au peuple électeur lui-même de la sortir de là. Les efforts du président de la République Emmanuel Macron pour mettre en place une majorité parlementaire capable de gouverner dans le sens des intérêts du capital ont échoué une fois de plus. Dans son discours de Nouvel An 2025, le chef de l'État a annoncé que les électeur/trices seraient consulté·es lors de référendums, dont il n'a précisé ni le nombre, ni le contenu thématique.

Depuis les avant-dernières élections législatives de juin 2022, le camp libéral au pouvoir, composé principalement des partis Renaissance (anciennement La République en marche/LREM), Modem et Horizons, ne pouvait plus gouverner qu'avec des majorités fluctuantes et en recourant au désormais célèbre article 49-3 de la Constitution — qui permet d'interrompre le débat parlementaire sur un projet de loi en posant la question de confiance au gouvernement; si le cabinet ne tombe pas, le projet est considéré comme adopté sans autre débat. En effet, il ne disposait plus que d'une majorité relative et non plus absolue de sièges.

La décision de Macron de dissoudre le Parlement en juin 2024 et les élections anticipées qui ont eu lieu peu après, au début de l'été, n'ont fait qu'aggraver le problème. Trois blocs politiques de force à peu près égale se font désormais face, premièrement l'extrême droite avec un appendice conservateur sous la forme des partisans d'Eric Ciotti qui se sont détachés du parti Les Républicains, deuxièmement les libéraux et troisièmement les partis de gauche en ordre dispersé. Il est donc difficile de former une majorité stable.

Emmanuel Macron a reconnu pour la première fois cette défaite pour ses projets politiques lors de ses vœux: «*La dissolution du Parlement a pour l'instant apporté plus de divisions à l'Assemblée nationale que de solutions pour les Français*». Comme issue éventuelle à la complexité des situations parlementaires et partisanes, il a annoncé le recours au référendum. Celui-ci ne peut être convoqué que par le président de la République. Mais l'instrument — même s'il a une composante démocratique dans la mesure où le corps électoral est consulté, du moins formellement — est lui-même très problématique.

À gauche de l'échiquier politique, les premières réactions demandaient encore, dans la nuit du jour de l'an, que Macron soumette au vote la «réforme» des retraites¹ rejetée par de larges cercles de la société et imposée provisoirement en avril 2023 au moyen de l'article 49-3 susmentionné. Du point de vue de la gauche, le fait qu'il y ait eu et qu'il y ait toujours des majorités sociales claires contre la «réforme» régressive serait sans aucun doute un avantage: selon tous les instituts de sondage, plus de 70 % de la population totale, plus de 90 % des salarié·e·s l'avaient rejetée au printemps 2023. Cependant, un référendum pose toujours la question de la formulation exacte de la question soumise — et ce ne sont ni les partis de gauche ni les syndicats, et encore moins la population elle-même, mais le président de la

République et le gouvernement qui ont la main sur cette question.

On pourrait imaginer que certains avantages ou allègements sociaux soient intégrés dans un paquet global qui, en cas de rejet, serait également supprimé avec le cœur du projet. En outre, les participant·e·s à un référendum portant sur un projet de «réforme» ne peuvent pas en changer des parties et remplacer un mode de financement par un autre — par exemple des impôts plus élevés sur le capital. Ce qui est soumis au vote ne pourra être accepté ou rejeté que dans son intégralité.

Ce qui serait bien pire encore, c'est ce que la droite s'empresse de demander, à savoir l'organisation d'un référendum «sur l'immigration». Ce thème a également été officiellement envisagé comme sujet de vote à l'été 2023, après que Macron ait évoqué pour la première fois en août de cette année-là la possibilité d'organiser des référendums — mais en novembre de la même année, Macron a officiellement retiré cette idée de la table lors d'une rencontre avec les présidents des partis représentés au Parlement².

À ce moment-là, la «*Loi immigration et intégration*» (son nom officiel), élaborée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, et actuel ministre de la Justice, Gérald Darmanin, était en pleine phase de préparation; elle a finalement été adoptée le 19 décembre 2023, après un «deal» avec la droite, par une alliance de vote entre le camp libéral de Macron, les conservateurs et l'extrême droite du Rassemblement national (RN). Le Conseil constitutionnel C.C. a toutefois annulé un tiers du texte en janvier 2024, principalement pour des raisons formelles, car la dernière version du projet de loi avait été élaborée à la hâte à partir de morceaux disparates après le «deal» avec l'opposition de droite. Depuis lors, les conservateurs et l'extrême droite ne cessent de réclamer l'adoption des dispositions de la loi qui avaient été mises à mal à l'époque par de nouveaux projets. L'actuel ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, venu de l'extrême droite³, s'y emploie sans relâche depuis sa nomination le 21 septembre 2024. On ne peut imaginer l'idée d'une campagne référendaire de plusieurs mois sur les «dangers et les inconvénients de l'immigration», où les différentes forces de droite et d'extrême droite s'affronteraient et où toutes les émotions négatives imaginables seraient suscitées et exacerbées, que comme un véritable cauchemar politique.

Parmi les autres thèmes potentiels de référendum, on peut citer la «*réforme des institutions*» et, dans ce cadre, notamment un changement

partiel de la loi électorale par l'introduction d'une «dose» de proportionnelle dans le scrutin majoritaire en vigueur. Outre le fait que le résultat de cette démarche, en tout cas dans l'état actuel des choses, aggraverait la crise parlementaire plutôt qu'il ne la désamorcerait, un référendum sur un point touchant exclusivement aux sphères politico-institutionnelles, et non à la vie quotidienne des citoyen·nes et à leurs problèmes matériels, ne devrait pas apaiser la frustration d'une partie croissante de la société vis-à-vis de la politique en place. Cela contribuerait plutôt à aggraver la crise politique.

Habemus premierministram

Entre-temps, depuis le 13 décembre dernier et après plusieurs semaines ou mois d'inactivité, il y a de nouveau un Premier ministre en la personne de François Bayrou, âgé de 73 ans — comme Barnier. Dans les médias allemands, il est généralement caractérisé comme «libéral». Il serait plus juste de le classer dans une tradition démocrate-chrétienne — le premier parti de Bayrou dans les années 1970 et 1980, le CDS («Centre des démocrates sociaux»), était la variante française de la démocratie chrétienne, qui avait tendance à être marginalisée sur la droite bourgeoise par le gaullisme. Plus tard, il a dirigé les partis de centre-droit Force démocrate et, plus récemment et jusqu'à aujourd'hui, le Mouvement démocrate (Modem). Après trois candidatures présidentielles infructueuses, Bayrou a soutenu l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 et 2022. En ce sens, la décision de Macron de le nommer Premier ministre ne fait que puiser dans les réserves de personnel de son propre camp politique, qui s'est considérablement réduit depuis les élections législatives de 2022 et les élections anticipées de 2024.

Il paraît que le président Macron ne voulait pas du tout nommer son rival dans son propre camp, Bayrou, mais lors d'une rencontre de plusieurs heures entre les deux hommes, dans la matinée du vendredi 13 (oui, chers superstiteux) décembre, Bayrou a menacé le chef de l'État d'une rupture de coalition entre son parti maison, le MODEM, et le reste de la galaxie des soutiens de Macron, qui comprend aussi les partis libéraux Renaissance, Horizons et quelques formations bourgeoises dissidentes apprivoisées. Et donc de préparer, contre la future candidature du camp Macron à la présidentielle du printemps 2027, la sienne propre et concurrente. En conséquence, Macron s'est fait tordre le bras et a nommé Bayrou à la mi-journée, après que le démenti — c'est-à-dire la nouvelle du refus par Macron d'une nomination du même François Bayrou — ait déjà été diffusé sur les ondes à 10h30. D'où l'impression d'une mise en scène soit laborieuse, soit alambiquée.

Avenir de la «réforme» des retraites?

Deux des enjeux étaient les perspectives éventuelles d'intégration — ou non — de sociaux-démocrates de droite dans un gouvernement par ailleurs de tendance bourgeoise, libérale, voire conservatrice, qui, comme son prédécesseur Michel Barnier, ne disposera pas de sa propre majorité parlementaire; et la question de savoir ce qu'il adviendra de la «réforme» des retraites.

Sur le premier aspect, François Rebsamen, maire de Dijon, ancien ministre du Travail et des Affaires sociales en 2014/15 sous la présidence de la droite sociale-démocrate de

François Hollande, avec plusieurs «réformes» régressives à son passif, passait pour un prétendant de choix. En effet, le 23 décembre au soir, Rebsamen a été présenté comme le nouveau ministre de la Réforme territoriale et de la Décentralisation. Son ancien supérieur Manuel Valls, Premier ministre de 2014 à 2016, longtemps à la pointe la plus droitière de la social-démocratie française et décrié dans de larges milieux comme un carriériste effréné jusqu'à la caricature, est devenu le nouveau ministre des territoires et des îles qualifiées d'«outre-mer» dans le discours dominant.

Après la catastrophe cyclonique qui a frappé l'archipel de Mayotte – rattaché à la France – à la mi-décembre 2024, c'est un poste exposé. La base de la gauche ne devrait toutefois guère être touchée, ni même impressionnée, par l'entrée de deux politiciens recyclés de l'ère Hollande (François Hollande ayant été président de 2012 à 2017) dans le nouveau gouvernement d'Emmanuel Macron. Les deux aspects, celui du recrutement de sociaux-démocrates droitières déchus pour le gouvernement Bayrou et celui de la gestion de la question controversée des retraites, étaient et sont toujours liés.

En effet, la variante la plus à droite de la social-démocratie française, le Parti socialiste (PS, parti au gouvernement pour la dernière fois de 2012 à 2017) – qui constitue le volant de droite de la social-démocratie, alors que la plateforme LFI constitue le volant plus à gauche, en partie aussi populiste et aux structures autoritaires, de cette social-démocratie – avait posé comme condition à une participation au gouvernement ou, à défaut, à un engagement de ne pas voter une motion de censure au Parlement, de suspendre l'application de la «réforme». Le PS ne demande pas l'annulation ou l'abrogation

de la réforme régressive, car il est réaliste de ne pas l'attendre du camp Macron, mais sa non-application pour la durée du prochain gouvernement ou – mieux – jusqu'à la prochaine élection présidentielle au printemps 2027. Ceci permettrait à certaines classes d'âge désormais proches de l'âge de la retraite de ne pas être encore embêtées dans la dernière ligne droite par un allongement de leur durée de vie active (par rapport à celle prévue avant 2023). Sans garantie pour toutes celles et ceux qui suivront.

C'est pourquoi la «réforme» des retraites a encore une fois occupé les esprits dans la deuxième moitié de décembre 2024. Selon l'état actuel des choses, Bayrou ne veut pas accepter de «suspension», car il invoque le fait que repousser à plus tard cette réforme de société pourrait conduire à une inaction malheureuse, mais il est prêt à la revoir et à l'améliorer: «*ne pas suspendre mais reprendre*». À ce sujet, Bayrou a également déclaré qu'il n'était pas lui-même un véritable partisan, un fan de la «réforme» adoptée en 2023. C'est vrai: il était alors, comme une aile de la bourgeoisie et de ses représentant·es politiques, favorable à une «réforme» structurelle plus profonde sous la forme d'une retraite à points.

Une telle réforme était à l'origine à la base de la première réforme des retraites prévue en 2019/2020 par Emmanuel Macron et qui avait failli être adoptée, mais avait été retirée en mars 2020 en raison de la crise du Covid. La deuxième réforme, finalement adoptée en 2023, est moins ambitieuse sur le plan structurel.

L'idée d'une retraite à points insistait moins sur une limite d'âge contraignante pour toutes que sur le fait que la pension des salarié·es devait refléter ce qui avait été cotisé pendant toute

une vie. Dans de larges cercles, cela est venu comme «*tendanciellement beaucoup plus juste*» et semble en partie socialement accepté. Le seul hic, c'est que les mécanismes de protection contre une perte de revenus à l'âge de la retraite disparaîtraient avec un tel mécanisme. Historiquement, le principe a longtemps été que seules les dix meilleures années d'une carrière professionnelle étaient prises en compte comme base de calcul pour la future retraite, alors qu'après les «réformes» ultérieures de 1993 (secteur privé) et 2003 (secteur public), ce sont les vingt-cinq meilleures années qui sont prises en compte, ce qui place les salarié·es dans une situation en moyenne moins favorable. Dans le cas d'une «réforme par points», la pension serait calculée sur la base des salaires perçus tout au long de la vie, ce qui signifie que les années de chômage, d'activité réduite, de travail à temps partiel ou tout simplement de salaires particulièrement bas seraient prises en compte.

Le plus intéressant est que la CFDT⁶ soutient également l'idée d'une telle «retraite par points». Au nom d'une meilleure justice sociale (sic), et pourrait ainsi constituer un allié de taille pour Bayrou. Mais ce dernier devrait alors, et c'est là une difficulté pour lui, démanteler l'œuvre de «réforme» menée jusqu'à présent et parvenir à un nouveau consensus entre les milieux du capital, les forces politiques gouvernementales et si possible une partie des syndicats – ces derniers n'ont toutefois pas participé en bloc à la «réforme» de Macron en 2023. Pour ce faire, Bayrou a proposé jusqu'à présent de convoquer dans les neuf mois une grande «conférence sociale» réunissant toutes les grandes fédérations de ce qu'il appelle les partenaires sociaux, afin de débattre de tout cela. Mais pour l'instant, ni le capital ni les syndicats de salarié·es ne se montrent vraiment enthousiastes, vraiment pas.⁷

Bernard Schmid
Juriste – Journaliste



Gerard Garouste, Pinocchio et la partie de dés, 2017

1. C'est-à-dire le relèvement de 62 à 64 ans de l'âge minimum pour une retraite légale, mais avec des décotes en cas de manque d'années de cotisation, les décotes ne disparaissant qu'à partir de 67 ans.
2. <https://www.bfmtv.com/politique/elysee/climat-retraites-ces-sujets-pour-lesquels-emmanuel-macron-avait-evoque-la-possibilite-d-un-referendum_AN-202501010289.html>.
3. Il a d'abord été, dans les années 2000, un compagnon de route politique du comte Philippe de Villiers, ancien candidat à la présidentielle, qui se trouve à la charnière des conservateurs et de l'extrême droite.
4. Notamment des instances élues de représentation du personnel dans l'entreprise, et pas en faveur de la représentation des salarié·e-s, et de la justice prud'homale.
5. Il avait tenté récemment de faire carrière en politique à Barcelone, où il s'est entre autres associé avec le président de la République, avec l'extrême droite et les monarchistes espagnols contre les nationalistes régionaux catalans.
6. Centrale syndicale la plus puissante en France (dirigée par la droite sociale-démocrate), du moins jusqu'à une éventuelle fusion entre la CGT, l'Union syndicale Solidaires et la FSU sur sa gauche.
7. Voir <https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/social/retraites-francois-bayrou-n-arrive-pas-a-convaincre-les-syndicats-et-le-patronat_AV-202412230120.html>

Maksym est libre!

Le 18 octobre 2024, le militant ukrainien des droits humains Maksym Butkevych¹ était libéré de sa captivité en Russie, dans le cadre d'un échange de prisonniers. Maksym avait passé deux ans et quatre mois en tant que prisonnier de guerre.

Pour ses ami·es comme pour de nombreuses personnes à travers le monde, le sort de Maksym revêt une importance qui dépasse sa personne, et sa libération a été pour beaucoup le premier moment de franc bonheur depuis le 24 février 2022. Bien sûr, nous sommes tou·tes conscient·es que des milliers de personnes sont toujours retenues en otage par la Russie, dans les camps, les prisons ou simplement dans les territoires occupés. Maksym dit à ce propos que la Russie les utilise comme des marchandises et en fait des esclaves. Lors de procès de type stalinien, iels sont condamné·es à la chaîne à des peines de prison de dizaines d'années. Sans surprise, Maksym souhaite dès à présent s'engager auprès de l'opinion publique internationale en faveur des prisonnier·es de guerre ukrainien·nes. Depuis sa libération, Maksym a accordé des dizaines d'interviews aux médias ukrainiens et internationaux. Outre son expérience directe de la justice arbitraire et de l'exécution des peines en Russie, il souligne deux faits dont la communauté internationale n'est pas, à son avis, suffisamment consciente.

La Russie, pays membre du Conseil de sécurité de l'ONU à disposer d'un droit de veto, crée actuellement des états de faits en violant systématiquement le droit international. Les conséquences de ces actes, et surtout de tout compromis avec ce pays, se répercuteront dans un avenir proche sur d'autres parties du monde.

Deuxièmement, l'arme principale de la Russie n'est pas son arsenal de missiles, mais la propagande. La puissance de l'appareil de propagande russe est incomparable à tout ce qui a jamais existé dans ce domaine. Sans l'endocritement exercé depuis des décennies, pas un seul soldat russe ne serait aujourd'hui sur le sol ukrainien. Maksym a pu étudier en détail les effets de cette propagande sur ses codétenu·es dans la prison de Louhansk, où, après sa condamnation comme criminel de guerre présumé, il a partagé sa cellule avec des prisonniers de droit commun. La télévision russe, allumée en permanence, lui a également permis d'apprendre par l'exemple.

Le cinquième jour de sa liberté retrouvée, Maksym a été emmené, de la clinique de réhabilitation de l'armée, directement au siège de la présidence à Kyiv. Parmi une vingtaine d'activistes connus de la société civile ukrainienne, il a participé à une réunion de travail de trois heures avec Zelensky et quelques-uns de ses conseillers². Dès le début de la réunion, il devait être le premier à s'exprimer sur les problèmes que la société civile considère comme des tâches urgentes pour l'État. Maksym a expliqué qu'après une si courte période de liberté, il se sentait encore comme un insecte conservé dans l'ambre et qu'il ne se sentait pas d'évaluer les défis actuels de la société ukrainienne. En lieu et place, il a cité quelques extraits de la «*Lettre à un otage*» d'Antoine de Saint-Exupéry³.

Ce court texte est une sorte de déclaration d'amour à la France, alors occupée par les nazis, en tant que refuge des valeurs humaines, et il convient parfaitement à la situation actuelle de l'Ukraine. Dans la résistance contre une puissance supérieure qui méprise l'humain, nous devons au contraire toujours le placer au centre, c'est précisément en cela que l'Ukraine se distingue de la Russie et c'est la raison de sa résilience. Si nous perdons ces valeurs, nous perdrons la guerre.

«Notre civilisation repose sur le respect de l'humain, de son pouvoir à transformer le monde et soi-même. Il faut respecter ce qui est différent dans l'autre. Ce lien crée une alliance fondée sur l'avenir et non sur l'origine. C'est dans les caves de l'oppression que se préparent les vérités nouvelles.»

Jürgen Kräftner
FCE - Ukraine

1. Voir Maksym Butkevych, *libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre*, Syllepse, *Collection Coup pour coup*, avril 2023.

2. Par la suite, le 28 décembre, Maksym Butkevych a reçu du ministère des Affaires étrangères d'Ukraine le prix «Ambassadeur honoraire de l'Ukraine 2024».

3. Antoine de Saint-Exupéry: *Lettre à un otage*, Gallimard, France, 1944



Maksym Butkevych, Emile Ducke/Ostkreuz pour DIE ZEIT



Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine

Passeuses d'infos N°389 - Portraits d'Exil de Catherine Van den Steen

Christine Van den Steen est peintre, elle décide de travailler sur le tableau de Rubens *La chute des damnés*. Elle le «sample» et recompose l'image aux ombres sombres en toile aux couleurs «chaudes, froides» en transformant les ombres en lumière. Elle mène, en parallèle, des ateliers de peinture dans des CADA où elle recueille des témoignages peints et des récits d'exils. Le fruit de ce travail est l'objet d'un superbe livre dans lequel vous pouvez trouver les toiles et les témoignages des personnes représentées. <https://catherinevandensteen.fr/> <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9877>

La Syrie en mouvement [Specials] par Alex

Pour François Burgat, spécialiste du monde arabo-musulman, et co-auteur de *Pas de printemps pour la Syrie*, la chute du régime de Assad le 8 décembre 2024 est liée à l'abandon du régime par l'Iran et la Russie au moment où Bachar se rapprochait des E.A.U., mais aussi au soutien de la Turquie. Et l'on oublie qu'elle était d'abord une réaction aux offensives du régime de Damas contre Idlib, le bastion de l'opposition. Des négociations entre les opposants du HTS et des contacts militaires et autres, de même que certaines pressions internationales ont favorisé ce renversement en douceur, semble-t-il. Notre interlocuteur évoque par ailleurs les forces kurdes, dont on connaît l'image séduisante à Rojava, mais qui ont un agenda différent de la révolution syrienne, voire contradictoire, d'autant que leurs principaux dirigeants sont des cadres du PKK, organisation kurde. Ce qui risque de favoriser les ingérences turques ... Même si en matière d'ingérence ce sont surtout les Israélien·nes qui se sont distingué·es, en l'occurrence ... <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9867>

Ukraine-Russie [Nucléaire et son monde (le)]

Cet épisode met en perspective les questions nucléaires en Ukraine et en Russie avec Bernard Laponche, président de Global Chance et Pauline Boyer, chargée de campagne transition énergétique pour Greenpeace-France. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9893>

Pænser les abysses [Requin Sequin] par amalia, mars

Ce que la traite et l'esclavage ont fait au monde, la mémoire des eaux profondes de l'Atlantique en porte encore les traces douloureuses. Trois auteures noires écrivent l'océan et sa traversée, pour ne pas oublier, pour renouveler l'acte de conscience, pour transformer et peut-être réussir à apaiser un peu, quelque part, les blessures des afrodescendant·es, et surtout se redonner la force. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9884>